



DTM

MATRICE DE SUIVI DES DEPLACEMENTS REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

SUIVI DES DEPLACEMENTS TABLEAU DE BORD

AVRIL-JUIN 2021 ROUND 12

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est touchée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés, aux conflits intercommunautaires ou provoquées par des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans certaines zones. Cette situation d'instabilité dans le pays s'est considérablement exacerbée pendant le contexte électoral (entre mi-décembre 2020 et mi-janvier 2021) à la suite de la formation de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), une coalition de groupes armés défavorables à l'organisation des élections. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long du premier semestre 2021. Certaines parties du pays ont été affectées par des attaques de groupes armés et d'autres ont souffert des affrontements opposant les Forces Armées centrafricaines (FACA) (appuyée par ses alliés) aux groupes armés du CPC.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de Suivi des Déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM), un outil qui collecte des données sur les effectifs et tendances du déplacement ainsi que les besoins des personnes affectées par les crises. A travers sa composante du suivi de la mobilité des populations, la DTM collecte des données auprès d'informateurs clés (autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés et retournés. Ces informations sont analysées et partagées avec la communauté humanitaire afin d'orienter les programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

Ce tableau de bord présente l'état des mobilités des populations dans 10 préfectures du pays plus la capitale Bangui. La collecte de données a été réalisée entre le 17 avril et le 26 juin 2021 dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Nana-Mambere, Ombella-Mpoko, Ouaka, Basse-Kotto, Ouham-Pende et la capitale Bangui.

Nombre de localités couvertes **1 788**

Nombre de sites officiels couverts **23**

Nombre de sites non officiels couverts² **22**

La DTM a répertorié une population mobile de **1 687 083** individus au 30 juin 2021¹

Individus déplacés internes



385 274

Individus retournés internes



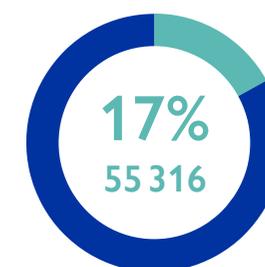
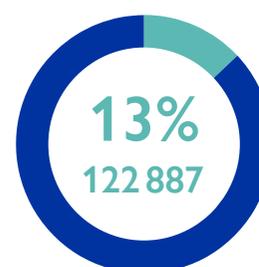
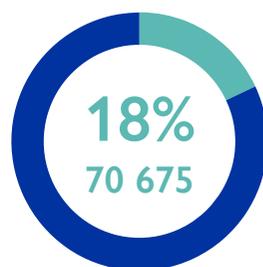
982 680

Individus retournés de l'étranger



319 129

Proportion et nombre de PDI et retournés (individus) nouveaux déplacés entre janvier et juin 2021 :



Principales causes de déplacement de la majorité des PDI et retournés (par proportion de localités) :

Motifs de déplacement de la majorité des PDI	% de localités	Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités	Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Tensions / conflits armés	63%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	66%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	56%
Tensions liées aux élections de 2020	14%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	21%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	16%
Crise d'avant 2014	9%	Raisons économiques	7%	Raisons économiques	15%
Tensions / affrontements communautaires	5%	Insécurité dans la localité d'accueil	3%	Regroupement familial	7%
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	5%	Regroupement familial	3%	Discrimination / persécution	3%
Inondations	4%	Discrimination / persécution	0%	Détérioration des conditions sécuritaires en zone d'accueil	2%
Incendies	0%	Difficultés d'accès à des services de base	0%	Difficultés d'accès à des services de base	1%

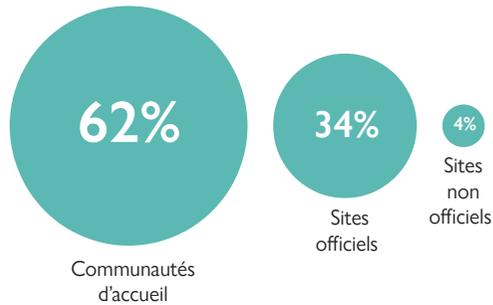
¹ Dans le cadre du suivi de la mobilité des populations effectué par la DTM, les sites non officiels désignent des lieux de regroupement spontanés ou organisés autogérés par la population déplacée elle-même.

² Le calcul de l'évolution des effectifs de déplacement et de retour a été fait en considérant les données de 1 634 localités couvertes lors des rounds 11 (décembre 2020) et 12 de la DTM (juin 2021). Les données de la préfecture de Nana-Mambere (non couverte lors du round 11) n'ont pas été prises en compte dans ce calcul.

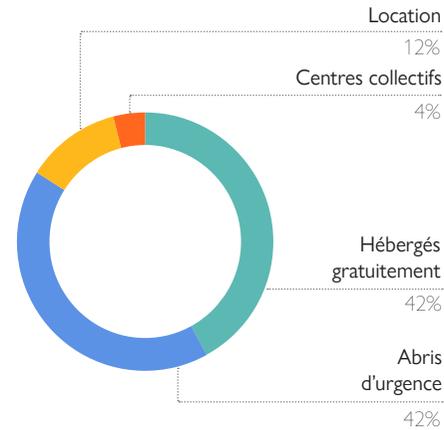


Aperçu des déplacements

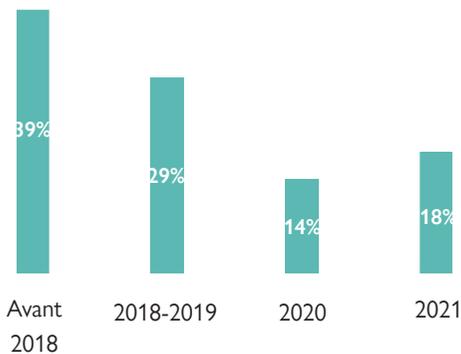
Répartition des ménages PDI selon le type d'hébergement :



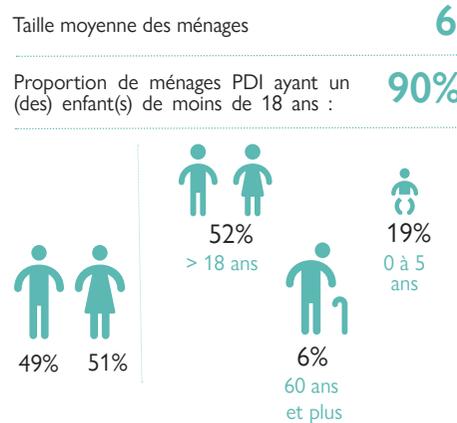
Répartition de ménages PDI, par type d'abris :



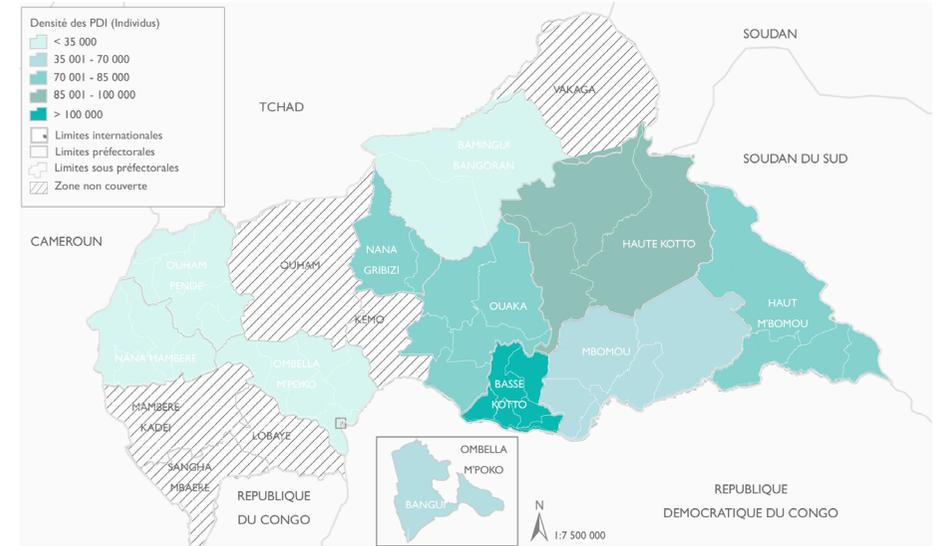
Répartition des individus PDI, par période du premier déplacement :



Composition démographique³ :



Carte : concentration des PDI au niveau des préfectures



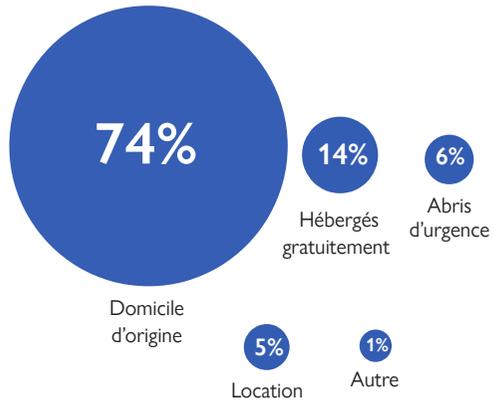
Parmi les 385 274 individus PDI estimés (79 132 ménages), 70 675 (18%) se sont déplacés pour la première fois entre janvier et juin 2021. La plupart des PDI déplacées en 2021 est localisée dans la préfecture de Mbomou qui accueille 22 pour cent de ces ménages, Nana-Gribizi (21%) et Ouaka (15%). Dans l'ensemble, en juin 2021, le nombre total de PDI répertoriées dans les mêmes localités évaluées lors des deux rounds indique une légère baisse de 1 pour cent (environ 4 663 individus en moins) par rapport au round 11¹ conduit entre novembre et mi-décembre 2020. Cette baisse s'est considérablement ralentie par comparaison à la baisse constatée lors du round 11 (décembre 2020) par rapport round 10 (octobre 2020) (-9%). La baisse moins importante des déplacements est notamment attribuable aux vagues de déplacement qui ont eu lieu pendant la période électorale. La principale cause de déplacement de la majorité des PDI reste les tensions et affrontements liés à la présence des groupes armés. Les déplacements se font principalement entre localités situées au sein d'une même préfecture ou sous-préfecture : 84 pour cent des déplacements de PDI en 2021 ont eu lieu à l'intérieur d'une même préfecture (y compris 64% au sein d'une même sous-préfecture) et 16 pour cent d'une préfecture à une autre. Les ménages sont ainsi répartis : 62 pour cent vivent dans les communautés d'accueil, 34 pour cent sur des sites officiels et 4 pour cent sur des sites non officiels (lieux de regroupement autogérés).

³ Le calcul démographique a été réalisé sur un échantillon de 6 928 ménages PDI sélectionnés aléatoirement dans les localités d'accueil. Le calculateur démographique a permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

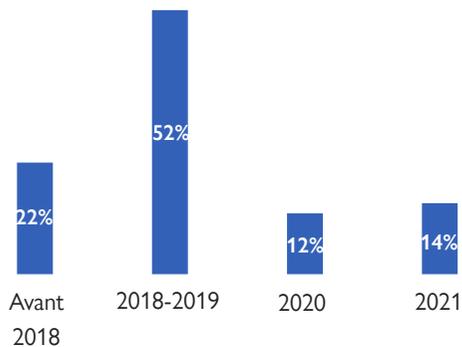


Aperçu des retours

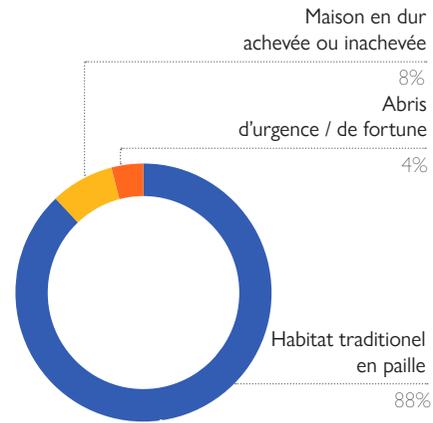
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



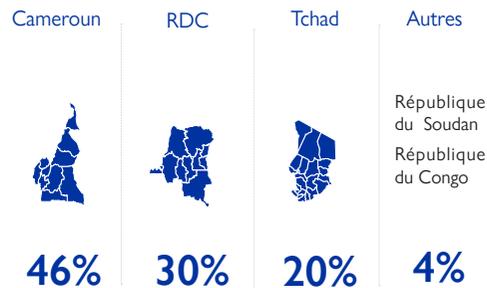
Répartition des individus retournés (internes et de l'étranger), par période de retour :



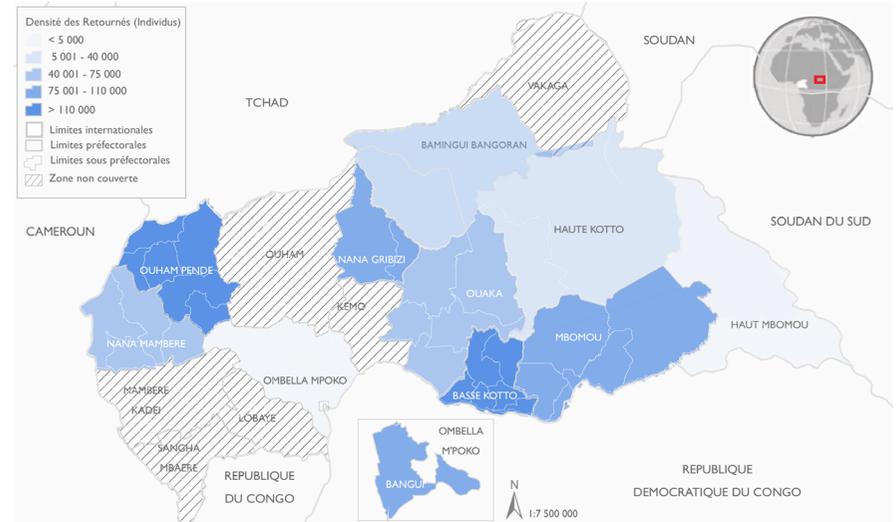
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'abris :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Carte : concentration des retournés au niveau des préfectures



Parmi les 982 680 individus retournés internes estimés, 122 887 (13%) sont retournés entre janvier et juin 2021. Ces retours ont été davantage constatés dans les préfectures de Mbomou et Nana-Mambere qui accueillent respectivement 47% et 44% des retournés internes en 2021. En outre, 55 316 individus sont rentrés de l'étranger entre janvier et juin 2021 (soit 17% des retours de l'étranger). Ces retours de l'étranger en 2021 sont majoritairement en provenance du Cameroun (46%), de la République Démocratique du Congo (30%) et du Tchad (20%). La vague de retours internes a continué tout au long de l'année 2021 : le nombre de retournés internes a ainsi augmenté de 10 pour cent, pendant que le nombre de retournés de l'étranger a connu une légère baisse de -2 pour cent par rapport au round 11 dans la même zone de couverture¹. L'augmentation des retours internes a été particulièrement remarquable dans la préfecture d'Ombella Mpoko (198%), montrant une vague de retours considérable des ménages initialement déplacés en raison des inondations de 2019 / 2020 dans cette préfecture. L'amélioration de la situation sécuritaire dans la localité de provenance constitue la principale cause de retour de la majorité des déplacés dans plus de la moitié des localités (50%) chez les retournés internes et de l'étranger. Les autres motifs de retours sont la détérioration des conditions de vie dans la localité d'accueil ainsi que les raisons économiques. Parmi les ménages retournés répertoriés, la majorité (74%) ont regagné leur domicile d'origine, 14 pour cent sont hébergés gratuitement, 6 pour cent sont dans des abris d'urgence / de fortune, le reste étant répartis entre la location et des centres collectifs.